

23 décembre 2014

Mr. Lewis Hawke  
Responsable du secrétariat du PEFA  
Washington, D.C.

**Objet : Réponse conjointe de la société civile aux révisions du Cadre PEFA**

Cher Mr. Hawke,

Félicitations pour votre nomination en qualité de responsable du Secrétariat du Programme des dépenses publiques et de responsabilité financière (PEFA). Nous, à savoir l'International Budget Partnership (IBP), l'Initiative mondiale pour la transparence des finances publiques (GIFT) et Publish What You Fund (PWYF), nous réjouissons à l'idée de renforcer notre relation avec le Secrétariat sous votre direction.

En octobre 2014, l'IBP et PWYF, de concert avec nos partenaires des organisations de la société civile (OSC) d'environ 50 pays, ont soumis une réponse conjointe au projet révisé du cadre PEFA. Nous avons proposé trois principales recommandations pour améliorer le cadre : 1) renforcement des indicateurs de transparence, 2), intégration d'un nouvel Indicateur sur la participation du public en matière de budgétisation, et 3) rétablissement des indicateurs relatifs à l'aide des bailleurs de fonds. Veuillez trouver ci-joint une copie de nos propositions à titre de référence.

L'IBP a également collaboré avec l'Initiative GIFT afin de proposer des recommandations spécifiques et un projet de texte sur la façon dont la participation du public pouvait être intégrée dans le cadre PEFA d'une manière pratique et mesurable. Cette soumission a été effectuée par l'Initiative GIFT à la demande du Secrétariat du PEFA. Une copie de la soumission de GIFT est également jointe à titre de référence.

Nous avons ensuite invité le Secrétariat du PEFA à assister à une réunion d'experts budgétaires de la société civile organisée par l'IBP à Washington, DC, le 13 novembre 2014. Trois membres du personnel du Secrétariat ont assisté à la réunion et recueilli les commentaires des experts budgétaires de plus de 20 pays sur l'importance d'inclure des indicateurs sur la participation du public dans le cadre révisé.

La semaine dernière, le Secrétariat du PEFA a répondu aux commentaires qu'il avait reçus des différentes parties prenantes et décrit les changements qu'il envisageait d'apporter au cadre.

**Après avoir examiné attentivement les plans du Secrétariat du PEFA, nous tenons à exprimer notre déception à l'égard du fait que nos recommandations sur la participation**

**publique et les pratiques des bailleurs de fonds n'ont pas été intégrées dans le cadre révisé, et que l'exclusion de ces recommandations du cadre révisé n'est pas suffisamment justifiée, malgré le soutien considérable de la part la communauté en charge de la GFP en faveur de leur inclusion.**

La mise à jour du Secrétariat stipule que le cadre révisé du PEFA ne contiendra pas d'indicateurs permettant d'évaluer la participation du public dans le processus budgétaire. Bien que les lignes directrices révisées suggèrent que la participation du public peut être reproduite dans la section 2.4 du rapport du PEFA, on voit mal comment cette section du rapport abordera cette question avec cohérence à travers les pays. Les observations du Secrétariat suggèrent également que les indicateurs sur l'aide des bailleurs de fonds ne seront pas réintégrés dans le cadre révisé, et que l'impact des pratiques des bailleurs de fonds sur les systèmes de gouvernement sera plutôt mis en évidence dans le rapport sur la performance. Même si, une fois encore, il est difficile de savoir comment ces informations seront recueillies et utilisées, ou si elles seront formellement prises en compte dans le cadre de l'évaluation d'un pays.

Depuis l'introduction du cadre PEFA, de nombreuses OSC ont bénéficié des rapports du PEFA. Tant l'IBP que PWYF utilisent ces rapports régulièrement pour renforcer les preuves que nous recueillons sur les problèmes rencontrés dans la gestion des finances publiques et la transparence dans les budgets nationaux. Nous estimons que ce serait une grande perte si les futurs rapports du PEFA ne devaient pas identifier et évaluer de façon adéquate les tendances émergentes en matière de gouvernance des finances publiques.

Il existe un consensus croissant parmi les acteurs de la gestion des finances publiques selon lequel la participation du public en matière de budgétisation est une composante essentielle de tout système de gestion des finances publiques s'efforçant d'atteindre les trois niveaux de résultats budgétaires que le PEFA vise à soutenir. Ce consensus est affirmé par les Principes de haut niveau sur la transparence des finances publiques émises par l'Initiative GIFT, qui ont également été approuvés par une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies. Ce consensus est également soutenu par le Fonds monétaire international, qui indiquait récemment que la participation du public était un indicateur dans son code révisé de transparence des finances publiques, et par l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui a de même inclus la participation du public dans ses Principes de gouvernance budgétaire.

En outre, un objectif clé du cadre PEFA est de faciliter l'harmonisation du dialogue sur la performance de la GFP, les besoins de réforme, et le soutien des bailleurs de fonds. Étant donné que plusieurs des pays qui sont évalués par le PEFA sont classés comme des bénéficiaires importants de l'aide, il est important de prendre en compte la manière dont l'impact des facteurs externes, tels que le décaissement tardif, les flux hors budget, le manque de prévisibilité et l'aide liée, peut nuire aux résultats budgétaires de ces pays. Cela doit être pris en compte systématiquement pays par pays afin d'assurer une évaluation juste.

Les citoyens et les OSC sont des alliés clés pour le programme PEFA dans la construction de la volonté politique de leurs gouvernements afin de faire et de soutenir des réformes dans les systèmes de gestion des finances publiques. **Faute de respecter et de soutenir les priorités clés définies par les citoyens et les OSC qui travaillent pour améliorer les processus budgétaires**

**nationaux, une occasion unique de construire un large soutien en faveur du nouveau cadre PEFA pourrait être manquée.** Dans ce contexte, si les rapports du PEFA n'intègrent pas les indicateurs sur la participation du public et sur les bailleurs de fonds, ils risquent de perdre un certain intérêt.

Nous vous encourageons vivement à reconsidérer les indicateurs proposés sur participation du public et les activités des bailleurs de fonds. Nous souhaiterions avoir l'opportunité de discuter de nos préoccupations avec vous plus en détail et de fournir des recommandations pratiques pour répondre à nos préoccupations dans le cadre révisé.

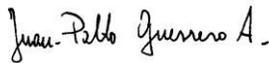
Cordialement,



Warren Krafchik  
Directeur  
International Budget Partnership



Rachel Rank  
Directeur  
Publish What You Fund



Juan Pablo Guerrero  
Directeur du réseau  
Initiative mondiale pour la transparence des finances publiques (GIFT)

### **Organisations internationales**

Africa Health Budget Network  
Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding  
Global Integrity

### **Organisations nationales de la société civile**

Afghanistan : Integrity Watch Afghanistan  
Albanie : Albanian Socio Economic Think Tank / Université de Tirana  
Algérie : Association Nationale de Finances Publiques  
Arménie : Transparency Armenia  
Azerbaïdjan : National Budget Group and Public Finance Monitoring Center  
Bangladesh : Centre on Budget and Policy  
Bolivie : Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral y Agrario  
Bulgarie : Industry Watch Group  
Brésil : Instituto de Estudos Sócioeconômicos  
Burkina Faso : Centre Pour La Gouvernance Démocratique  
Cambodge : The NGO Forum on Cambodia

Cameroun : Budget Information Center and AfroLeadership  
Tchad : GRAMP-TC  
Côte d'Ivoire : Social Justice  
Croatie : Institute of Public Finance  
République démocratique du Congo : Réseau Gouvernance Economique et Démocratique  
République dominicaine : Fundación Solidaridad de República Dominicana  
Équateur : Grupo FARO  
Égypte : Egypt Center for Economic and Social Rights  
Guinée équatoriale : Marcial Abaga Barril  
Fidji : Citizens Constitutional Forum  
France : Association pour la Fondation Internationale de Finances Publiques  
Géorgie : Transparency International Georgia  
Guatemala : Centro Internacional para Investigaciones en Derechos Humanos  
Hongrie : Fiscal Responsibility Institute  
Irak : Iraqi Institute for Economic Reform  
Italie : Sbilanciamoci  
Jordanie : Partners - Jordan  
Kirghizistan : Precedent Partner Group  
Liban : Lebanese Transparency Association  
Libéria : Actions for Genuine Democratic Alternatives  
Macédoine : Center for Economic Analyses  
Malawi : Malawi Economic Justice Network  
Mali : GREAT Mali  
Mozambique : Centro de Integridade Pública  
Népal : Freedom Forum  
Nouvelle-Zélande : Jonathan Dunn  
Niger : Alternative Espaces Citoyens  
Nigéria : Civil Resource Development and Documentation Centre  
Pakistan : Omar Asghar Khan Foundation  
Papouasie-Nouvelle-Guinée : Institute of National Affairs  
Pologne : Pawel Bialynicki Birula, Université de Cracovie  
Portugal : Institute of Public Policy Thomas Jefferson – Correia da Serra  
Philippines : Philippine Center for Investigative Journalism  
Qatar : Dr. Ashraf Galal Bayoumy  
Roumanie : Afrodita Popa  
Rwanda : Collectif des Ligues et Associations de Défense des Droits de l'Homme au Rwanda  
Sao-Tomé-Et-Principe : Webeto  
Sénégal : Groupe d'Etude de Recherche et d'Action pour le Développement  
Serbie : Transparency-Serbia  
Sierra Leone : Budget Advocacy Network  
Afrique du Sud : Public Service Accountability Monitor  
Corée du Sud : Keakook Song, Public Audit Research  
Sud Soudan : Society for Civic Development  
Sri Lanka : Verite Research  
Soudan : Nuha Mohamed Abdalla  
Suède : Accountability and Transparency for Human Rights

Tadjikistan : Uktam Dzhumaev and the Open Society Institute – Assistance Foundation in Tajikistan

Tanzanie : HakiElimu

Thaïlande : Fiscal Policy Research Institute Foundation

Ouganda : Uganda Debt Network

Royaume-Uni : Joachim Wehner et Steffen Hertog, London School of Economics

Venezuela : Transparencia Venezuela

Vietnam : Center for Development and Integration